REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE RIOM

(PUY-DE-DOME)

*

EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL

Effectif légal du Conseil
Municipal : 33

Nombre de Conseillers
en exercice : 33

Nombre de Conseillers
présents ou représentés :
33

Nombre de votants :
33

Date de convocation :
16 juin 2023

Date d'affichage de la
liste des délibérations :
6 juillet 2023

Objet : Place Marinette
Menu : convention
d'occupation du
domaine public en vue
d'exploitation d'une
station-service -
protocole de fin
d'occupation

L'AN deux mille vingt-trois, le 3 juillet le Conseil Municipal de la Ville de Riom, convoqué le 16 juin, s'est réuni en session ordinaire, à 18 heures 30, en Salle Attiret Mannevil, sous la présidence de Monsieur Pierre PECOUL, Maire

PRESENTS :

Mme ACKNIN, MM. BAGES, BALLET, Mme BERTHELEMY, MM. BOISSET, BOUCHET, BRAULT, Mme CHAMPEL, MM. CHASSAING, DE ROCQUIGNY, DESMARETS (à partir de la question n° 2), DUTRIAUX, Mmes FEUERSTEIN, GRENET, LAFOND, M. LARRAUFIE, Mme LYON, MM. RAYNAUD, RESSOUCHE, Mme ROUSSEL, M. SEMANA, Mmes STORKSEN, VAUGIEN, VEYLAND, M. VERMOREL.

ABSENTS :

M. Pierre DESMARETS, Conseiller Municipal Délégué
absent à la question n° 1

M. Daniel GRENET, Maire-Adjoint
a donné pouvoir à Pierre PECOUL

Mme Audrey LAURENT, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Michel BAGES

Mme Suzanne MACHANEK, Conseillère Municipale Déléguée
a donné pouvoir à Monique STORKSEN

Mme Virginie MOURNIAC-GILORMINI, Conseillère Municipale Déléguée, *a donné pouvoir à Anne VEYLAND*

Mme Nathalie NIORT, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Boris BOUCHET

Mme Christine PIRES-BEAUNE, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Charles BRAULT

Mme Géraldine TOVAR, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Hélène BERTHELEMY

<> <> <> <>

Secrétaire de Séance : Evelyne VAUGIEN

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 3 JUILLET 2023**

QUESTION N° 29

OBJET : Place Marinette Menut : convention d'occupation du domaine public en vue d'exploitation d'une station-service - protocole de fin d'occupation

RAPPORTEUR : Pierre DESMARETS

Question étudiée par la commission n° 2 « Aménagement et embellissement de la Ville » qui s'est réunie le 6 juin 2023 et par la Commission n° 4 « Attractivité du territoire » qui s'est réunie le 13 juin 2023.

Par convention d'occupation du domaine public du 08 février 1974, une partie de la place Marinette Menut est utilisée pour l'activité de station-service. Conclue initialement pour une durée de 5 ans puis avec renouvellement annuel tacite, et malgré plusieurs changements d'exploitants de la station-service, la convention a été renouvelée sans interruption, chaque occupant pouvant présenter un repreneur.

La Société MBC, exploitant actuel, a signé la convention d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} février 2010. A l'issue de la période initiale de 5 ans, il y a eu depuis renouvellement tacite au 1^{er} février.

La question du devenir de l'activité de station-service sur ce site et les enjeux fonciers pour ce site ont conduit la Commune et la société occupant la place Marinette Menut à se rapprocher afin de convenir des modalités de fin d'occupation.

En substance, les principaux points de l'accord portent sur les contreparties suivantes :

- Un terme à la convention d'occupation a été fixé d'un commun accord à une échéance au plus tard du 31 décembre 2027, la résiliation étant immédiate en cas de liquidation,
- Les modalités financières visent à épurer les redevances d'occupation dues ainsi qu'à assurer la gratuité exceptionnelle de l'occupation à venir jusqu'à l'échéance, le tout valorisé à hauteur de 88 467,98 euros TTC, en contrepartie de la fin d'activité et de la prise en charge par l'occupant des dispositions y afférant,

COMMUNE DE RIOM

- Des modalités de résiliation anticipée sont prévues au cas où l'une ou l'autre partie y aurait recours, avec dispositif financier adapté,
- En fin d'occupation, la société doit démonter les éléments de surface, la gestion des cuves dépendant à la fois de la date d'échéance de l'occupation (à l'échéance des 5 ans ou en cas de cessation anticipée), ceci afin de pouvoir ajuster leur traitement en fonction de la future utilisation du site.

L'ensemble des éléments constitutifs du litige, des compromis et contreparties acceptés figure dans le projet de protocole transactionnel ci-joint, projet à parfaire sous réserve de mise à jour d'ici la signature.

Vu l'article L 2122-22, 16° du CGCT,
Vu les articles 2044 et suivants du Code civil,
Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Au regard des circonstances de ce dossier et de l'intérêt de la Commune de trouver une solution amiable,

Le Conseil Municipal est invité à :

- **approuver les principes de cette transaction formulés dans le projet de protocole transactionnel joint,**
- **autoriser le Maire ou son représentant à signer le protocole ainsi négocié et procéder aux démarches administratives et comptables nécessaires à sa mise en œuvre.**

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL A ADOPTE

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

RIOM, le 3 juillet 2023

Le Maire,

signé

Pierre PECOUL

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Riom (23 rue de l'Hôtel-de-Ville, BP 50020 63201 Riom Cedex), étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).